

SNI : Chiffres clés 2005

Capital social

22 milliards de F CFA

Environ 41.7 millions \$

Portefeuille d'entreprises

30 en fonctionnement normal :

Secteur primaire : 5

Secteur secondaire : 14

Secteur tertiaire : 11

Budget 2005

17 093 millions F CFA en ressources (34.6 millions \$ environ)

15 098 millions F CFA en emplois (28.6 millions \$ environ)

Total du bilan

34 612 165 830 F CFA

Environ 65 740 000 \$

Résultat net

823 493 970 F CFA

Environ 1 564 000 \$

Chiffre d'affaires

6 251 712 674 F CFA

Environ 11 874 000 \$

Investissements nets cumulés

366 748 000 000 F CFA

Environ 696 577 000 \$

Rendement du portefeuille

Brut: 20, 09%

Net: 43 %



STRUCTURE ORGANISATIONNELLE **05**

MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION **09**

CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL ET INTERNATIONAL **10**

Contexte Economique National

Environnement Economique International

CADRE D'INTERVENTION DE LA SNI **15**

SNI Instrument de promotion industrielle, d'appui et de financement

SNI : Instrument de mise en œuvre de la politique industrielle du

Gouvernement

POLITIQUES ET PROGRAMMES D'INTERVENTION DE LA SNI **16**

Politiques

Programmes

Moyens et outils d'intervention

SITUATION FINANCIERE **21**

Compte d'Exploitation

Bilan

PORTEFEUILLE D'ENTREPRISES **28**

La SNI favorise les opérations d'investissement productif à haut rendement dans tous les secteurs de l'activité économique nationale et internationale...



...pour construire demain

Message du PCA

“ dans le contexte socio-économique du Cameroun d'aujourd'hui caractérisé par la libéralisation de l'économie et le désengagement de l'Etat du secteur productif, l'évolution du tissu industriel a conduit à une mutation de la SNI en une grande institution de capital investissement et de développement. ”



CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL ET INTERNATIONAL

Contexte économique national

L'activité économique au Cameroun s'est inscrite en baisse en 2005, avec un taux de croissance estimé à 2,4 % contre 3,6 % en 2004 et 4,2 % en 2003.

Le **secteur primaire** a enregistré une croissance de 2,7 % en 2005 contre 4,4 % en 2004. Les productions de caoutchouc, d'huile de palme et de cacao se sont inscrites à la hausse, tandis que celles du coton, du café et de la banane d'exportation ont enregistré un net repli. Les activités de pêche et d'élevage ont également progressé, mais pas suffisamment pour réduire la dépendance du pays sur les produits importés. Les activités forestières ont quant à elles enregistré un léger raffermissement.

Le **secteur secondaire**, toutes productions confondues, a fortement régressé en 2005 avec un taux de croissance négatif de 1,8 % contre un taux négatif de 0,2 % en 2004 : la production de pétrole brut a reculé de 8,6%, celle du pétrole raffiné de 6%, celle des piles électriques de 15%, et celle des bières et boissons gazeuses

de 8%. Seules l'eau et l'électricité ont enregistré des progressions de 12% et 2,1% respectivement.

Les activités du **secteur tertiaire** se sont également détériorées dans l'ensemble même si certains sous-secteurs comme les télécommunications, le transport maritime et ferroviaire ont connu une amélioration en 2005. Son taux de croissance est ainsi passé de 6,6 % en 2004 à 3 % en 2005.

Evolution de l'inflation

Après l'accalmie observée en 2004, l'inflation s'est accélérée avec une augmentation de l'indice général des prix à la consommation finale des ménages dont le niveau s'est établi à 2 % en 2005 par rapport à 0,3 % en 2004. Cette réapparition des tensions inflationnistes s'explique principalement par la hausse des prix des boissons, des produits pétroliers, des transports, des matériaux de construction, des combustibles et autres sources d'énergie.

Evénements majeurs ayant un impact économique au plan national

- L'accord triennal entre le Gouvernement Camerounais et le FMI, au titre de la Facilité de Réduction de la Pauvreté
- La signature d'une lettre d'intention entre le Gouvernement du Cameroun et le groupe ALCAN relative au projet d'expansion d'ALUCAM dont l'objectif est de tripler sa capacité de production actuelle de 90 000t par an.
- La signature d'un accord entre le Ministère des Transports et la Société américaine Parker Transnational Industries LLC pour la création de sociétés de transport urbain et interurbain.
- La présentation au Gouvernement Camerounais par la société AES SONEL d'un programme d'investissement de 352 milliards de FCFA sur 5ans.
- La poursuite du règlement pacifique du conflit Cameroun-Nigéria
- Le vote du budget de l'Etat 2005 pour un montant de 1 760, 6 milliards F CFA

Mobilisation et orientation de l'épargne nationale et de tout autre moyen financier en vue de favoriser les opérations d'investissement d'intérêt économique et social dans les secteurs industriel, agricole, commercial et financier, ainsi que dans les secteurs des services et de l'hôtellerie, notamment par :

La création de projets ;

La réalisation pour son compte de toutes études et de toutes opérations financières susceptibles de promouvoir le développement économique et social du pays ;

La prise ou le rachat des participations au capital des entreprises ;

La négociation des obligations et autres titres et effets commerciaux ;

L'octroi des prêts ou avals à des sociétés au capital desquelles elle participe, dans les conditions définies dans son règlement intérieur ;

La réalisation des études, l'évaluation des projets et la gestion d'opérations d'investissements pour le compte de l'Etat, des collectivités et établissements publics ;

L'assistance technique aux tiers moyennant rémunération.

Dans cette optique, et conformément au nouveau Plan d'Entreprise, la SNI a axé son action vers les opérations d'investissement productif à haut rendement dans tous les secteurs de l'activité économique nationale et internationale.

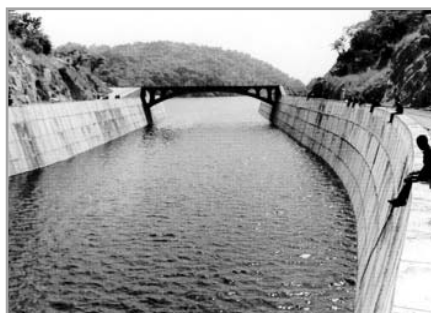
Depuis sa création en 1964, la SNI a contribué efficacement, en appui à la politique industrielle du Gouvernement, à susciter des investissements importants dans tous les secteurs de l'économie, grâce à des moyens de financement adéquats, en l'occurrence les Bons d'Equipement. Ceux-ci étaient des emprunts réalisés auprès des banques et établissements financiers aux fins d'appuyer la mise en oeuvre de la politique d'investissement productif du Gouvernement. La SNI a ainsi participé à la création d'une centaine d'entreprises dont certaines constituent aujourd'hui des locomotives de l'économie nationale. Celles-ci étaient montées dans le cadre des stratégies du Gouvernement qui ont évolué de la création des industries d'import-substitution à la transformation des matières premières locales.

L'implantation d'entreprises sur l'ensemble du territoire a favorisé le développement de toutes les régions, la création de nombreux emplois et la distribution de revenus aux Camerounais de toutes les couches de la population.

Par ailleurs, le développement du portefeuille de la SNI s'est accompagné de la réalisation d'infrastructures sociales inscrites dans les cahiers de charges de la plupart des sociétés agro-industrielles, des sociétés de développement et des entreprises d'exploitation forestière ou de transformation du bois.

Comme ses textes organiques le prévoient, la SNI met en vente, au

CADRE D'INTERVENTION



Un personnel performant et motivé

Le personnel de la SNI se compose au 31 décembre 2005 de 88 employés repartis comme suit :

- 31 cadres, soit 09 femmes et 22 hommes
- 29 agents de maîtrise dont 23 femmes et 06 hommes
- 28 autres agents dont 03 femmes et 25 hommes

Ces effectifs ont évolué ainsi qu'il suit :

- 1964, date de création de la SNI: trois (03) personnes
- 1973-1974 : 40 personnes
- 1982-1983 : 101 personnes
- 1993-1994 : 176 personnes

Dès l'origine, la SNI a axé sa politique de recrutement du personnel sur le principe de l'excellence et du professionnalisme. Pour ce faire, elle a mis en œuvre un programme de formation adéquat, centré sur les métiers fondamentaux de la société.

La SNI s'est ainsi dotée d'un personnel d'encadrement aux compétences diversifiées composé d'économistes, d'analystes financiers, d'experts comptables, de juristes d'affaires, d'ingénieurs, etc.

Des ressources financières adaptées

Elles sont constituées essentiellement :

- de son capital social ;
- des emprunts qu'elle peut contracter ;
- du revenu des titres de participation (dividendes) ;
- du produit de ses placements ;
- des revenus des prêts ;
- du produit de la vente des titres de participation détenus dans les sociétés ;
- des revenus des interventions et services (loyers) ;
- de la vente de son savoir-faire ;
- etc.

Des fonds d'investissement en cours de création

La SNI participe à la création et à la mise en place de fonds d'investissement pour le financement ou le cofinancement des projets. Ceux-ci peuvent revêtir un caractère général ou sectoriel à l'instar de E&CO qui est destiné au financement de la mini micro hydroélectricité.

Un Nouvel organigramme adapté au Plan d'Entreprise

Les activités de la SNI se déploient au sein d'une structure organisationnelle comprenant huit (8) Directions dont quatre opérationnelles et quatre fonctionnelles. Le

LES PRODUITS DE LA SNI



Capital risque : Le métier traditionnel de la SNI

La SNI dispose de ressources lui permettant de prendre des participations en joint-venture avec d'autres partenaires au capital des projets initiés par elle-même ou présentés par des promoteurs privés nationaux et internationaux.

Capital développement

La SNI peut participer à des restructurations financières par des apports de fonds propres ou des consolidations des prêts ou avances en compte courant actionnaires intervenant à l'occasion de la mise en œuvre des plans de développement (augmentation de capital, extension ou accroissement de capacité) ou des plans de réhabilitation des sociétés.

Capital transmission

La SNI peut racheter des actions dans des sociétés existantes à fort potentiel.

La Rétrocession d'Actions

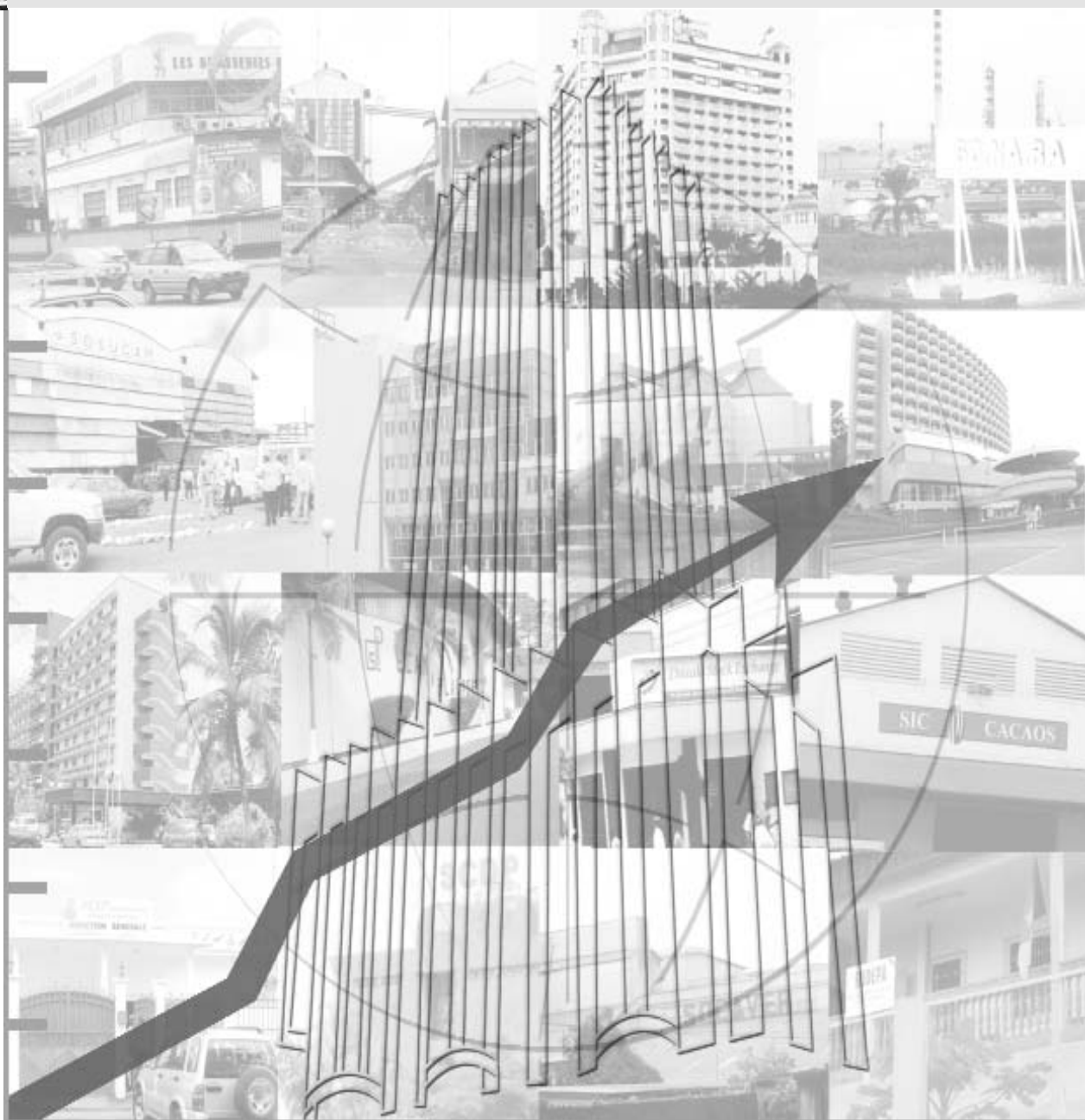
La SNI peut, sur décision du Gouvernement, rétrocéder aux privés nationaux ou internationaux tout ou partie des actions qu'elle détient au capital des sociétés de son portefeuille.

Prêts

La SNI peut accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe des prêts et/ou des avances en compte courant actionnaire au prorata de sa quote part au capital social.

Garanties

Dans le cadre de l'octroi de prêts, les garanties exigées par la SNI concernent notamment les hypothèques, les nantissements, la caution et l'affectation des créances.



Le bilan au 31 décembre 2005 enregistre en actif et au passif un accroissement en valeur relative de 3,80 %



SITUATION FINANCIERE

A. LES PRODUITS D'EXPLOITATION

LES PRODUITS NORMAUX D'EXPLOITATION :

Les produits d'exploitation se sont élevés à 6 251 712 674 F CFA en 2005 contre 6 457 875 859 F CFA au 31 décembre 2004. Ils accusent une régression de 3,20 % due essentiellement à la baisse des revenus des titres de participations (dividendes).

Cependant, une politique de gestion rationnelle et rigoureuse des opérations de trésorerie, de suivi et de recouvrement des loyers et d'octroi de prêts a permis d'obtenir des taux de réalisation satisfaisants respectifs de 23,86 %, 106,69 % et 117,34 % et de compenser la régression des produits d'exploitation.

LES PRODUITS HORS EXPLOITATION

Les produits hors exploitation ont connu un accroissement important de 37,03 % par rapport à l'exercice 2004 à cause de l'utilisation de la plus value de réévaluation des exercices antérieurs.

B. LES CHARGES D'EXPLOITATION

LES CHARGES D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Elles s'élèvent à 2 424 346 991 F CFA au 31 décembre 2005 contre 2 347 842 342 F CFA au 31 décembre 2004, soit un léger accroissement de 3,15 % dû à l'ajustement des frais de personnel résultant de la prise en compte annuelle de l'ancienneté, de l'incidence des avancements et des mesures correctives de l'indemnité de non logement.

Tous les autres postes de charges ont été parfaitement maîtrisés grâce à la poursuite de l'application de la politique de rationalisation de la gestion et de maîtrise des charges impulsée depuis l'exercice 2003.

LES AMORTISSEMENTS ET LES PROVISIONS

Les amortissements et les provisions d'un montant total de 1 348 131 781 F CFA (dont 675 890 361 F CFA d'amortissements et 672 241 420 F CFA de provisions sur titres de participation et sur les créances douteuses) en 2004 se sont élevés à 2 707 162 137 F CFA (710 492 705 F CFA d'amortissements et 1 996 669 432 F CFA de provisions), soit une hausse en valeur relative de 100,80 %.

L'ACTIF

L'accroissement de 29,98 % du poste immobilisations corporelles s'explique par la comptabilisation des immobilisations en cours relatives à la rénovation de l'Immeuble Siège pour un montant de 1 849 505 555 F CFA, aux acquisitions de terrains, à la rénovation d'autres bâtiments (Cité des Cadres) pour un total de 563 922 764 F CFA.

Les crédits à la clientèle enregistrent une augmentation de 24,17 % due à la nouvelle dynamique d'octroi de crédits aux sociétés du portefeuille présentant des garanties et perspectives certaines de remboursement.

La baisse en valeur relative de 4,38 % de l'actif circulant s'explique principalement par la diminution du poste débiteurs divers dont le montant net est passé de 5 821 195 438 F CFA au 31 décembre 2004 à 4 813 360 162 F CFA au 31 décembre 2005 suite à la dotation aux provisions de l'exercice.

PASSIF

Le passif du bilan au 31 décembre 2005 présente une structure de fonds propres qui se situe à 80 % du total du bilan.

La progression de +1,69 % de la situation nette est due à l'affectation du résultat net bénéficiaire de la période antérieure au report à nouveau et à la réserve légale.

Le résultat net de la période est un bénéfice de 823 493 970 F CFA contre 772 264 459 F CFA l'exercice précédent, soit une progression de 6,63 %.

L'accroissement de 9,52 % du poste " autres capitaux permanents " malgré la sortie de la partie échue du crédit EXIMBANK est dû à la constitution de provisions pour risques et charges de 443 456 585 F CFA sur les événements tristes (décès de plusieurs personnels) intervenus au cours de l'exercice.

L'augmentation des dettes à court terme qui passe de 4 303 860 873 F CFA au 31 décembre 2004 à 4 929 457 088 F CFA au 31 décembre 2005 résulte de la prise en compte de la partie échue de l'emprunt EXIMBANK CHINE.

RATIOS SIGNIFICATIFS

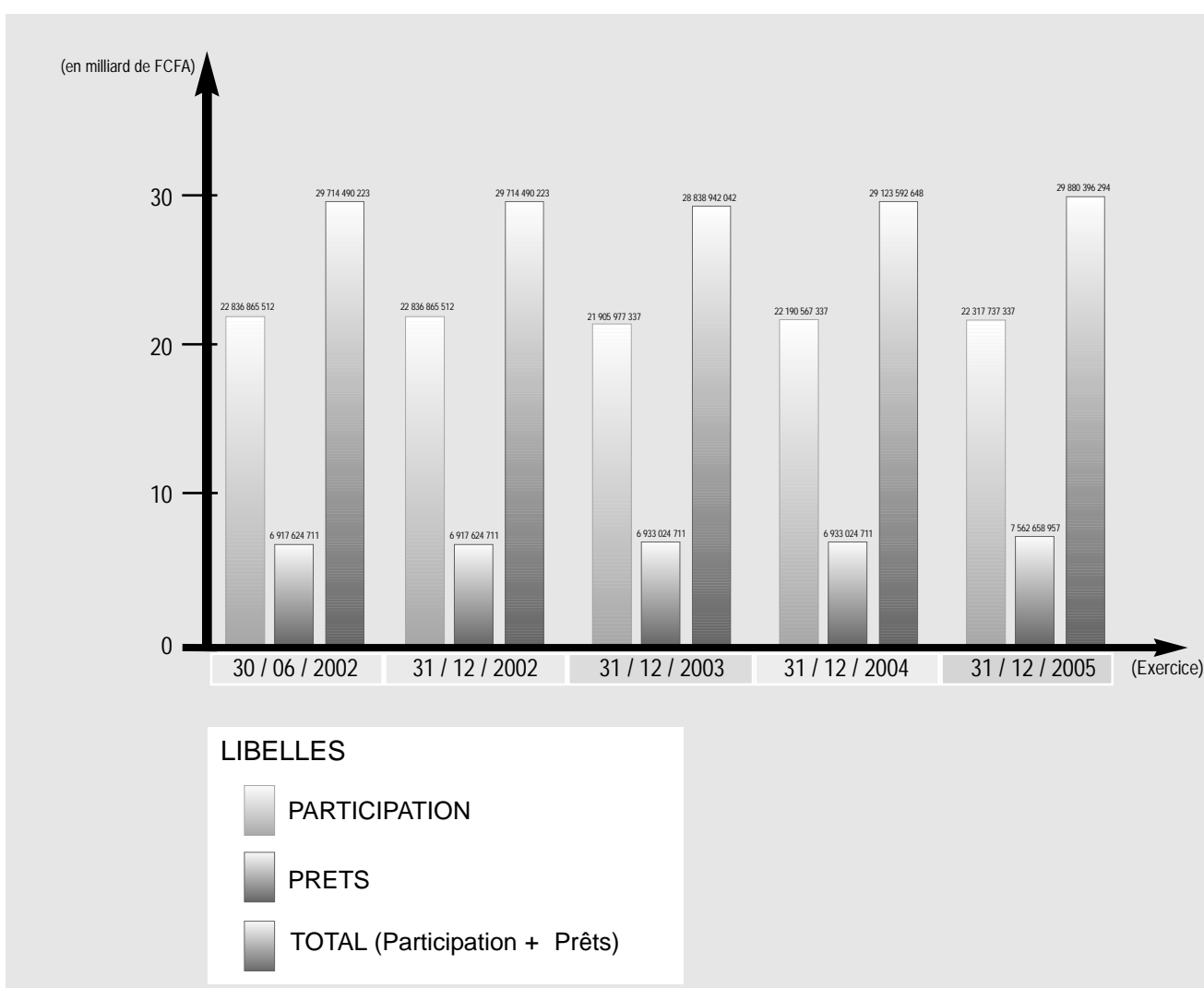
Le bilan au 31 décembre 2005 enregistre en actif et au passif un accroissement en valeur relative de 3,80 %. La situation financière, de même que la structure du bilan restent satisfaisantes avec certaines rubriques en nette amélioration par rapport à l'exercice passé comme le démontrent les principaux ratios de structure et de rentabilité financière ci-dessous établis :

ANALYSE FINANCIERE DU PORTEFEUILLE



LE PORTEFEUILLE " PRETS ET PARTICIPATIONS "

Au cours des cinq dernières années, le portefeuille " Prêts et Participations " a évolué de la manière suivante en valeur absolue : (chiffres en F CFA)



EVOLUTION DU PORTEFEUILLE " PARTICIPATIONS "

Le portefeuille brut des participations est passé de 22 190 567 337 F CFA au 31 décembre 2004 à 22 317 737 337 F CFA au 31 décembre 2005, soit un léger accroissement de 0,5 % dû à la souscription au capital social de la société ACEP CAMEROUN.

PORTEFEUILLE D'ENTREPRISES



Au 31 Décembre 2005, le portefeuille de la SNI comprend 30 sociétés dont 26 en exploitation normale et 4 sociétés en arrêt d'activité. Tous les éléments caractéristiques des sociétés en activité sont regroupés dans les tableaux consolidés et présentés ci-après :

Les 30 sociétés sont regroupées en trois secteurs :

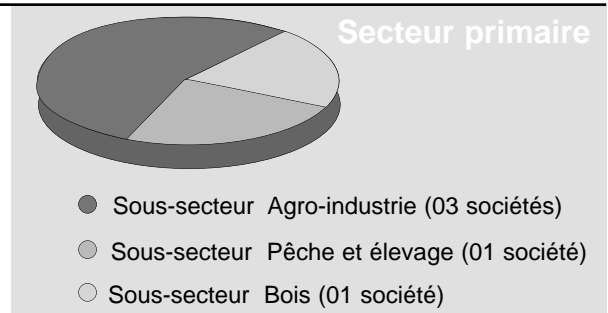


Ainsi, l'on note que le secteur tertiaire s'est enrichi d'une société en 2004 : ACEP-CAMEROUN (Agence pour le Crédit à l'Entreprise Privée - Cameroun) dont l'objet porte sur le financement de très petites entreprises en milieu urbain.

Secteur primaire

Au 31 décembre 2005, le secteur primaire de la SNI compte cinq (05) sociétés en activité réparties en trois (03) sous-secteurs.

La liste des sociétés présentées en sous-secteur ainsi que le tableau des chiffres consolidés du secteur sont présentés ci-après :



SOUS-SECTEUR	ENTREPRISES	ACTIVITES
AGRO-INDUSTRIE	SOSUCAM (Société Sucrière du Cameroun)	Culture et transformation industrielle de canne à sucre et autres produits tropicaux
	SAFACAM (SAFA-CAMEROUN)	Exploitation forestière, plantation d'hévéa et de palmier à huile
	MAISCAM (Société Camerounaise de Maïserie)	Culture et transformation du maïs sous diverses formes
PECHE ET ELEVAGE	SODEPA (Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales)	Promotion, exploitation et développement de toutes entreprises d'élevage et production des semences agricoles nécessaires à l'élevage et transformation des productions animales : abattoirs, entrepôts frigorifiques, ateliers de conditionnement
BOIS	ECAM-PLACAGES	Production de feuilles de bois tranchées

Secteur secondaire

La liste des sociétés présentées en sous-secteur ainsi que le tableau des chiffres consolidés du secteur sont présentés ci-après :

SOUS-SECTEUR	ENTREPRISES	ACTIVITES
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	SIC-CACAOS (Société Industrielle des Cacaos)	Fabrication de beurre, masse et tourteaux de cacao
	SABC (Société Anonyme des Brasseries du Cameroun)	Fabrication et vente de bières, boissons gazeuses, sirops, glaces, drèches et assimilés, ainsi que la fabrication ou les ventes de tous les produits connexes
	SEMC (Société des Eaux Minérales du Cameroun)	Traitement et mise en bouteille d'eaux de source (EAU DE TANGUI)
	MILKY WAY	Fabrication et commercialisation du lait concentré et autres produits laitiers dérivés du lait en poudre
TEXTILE	CICAM (Cotonnière Industrielle du Cameroun)	Filature, tissage, blanchiment, teinture et impression sur tissu
	SCS (Société Camerounaise des Sacheries)	Filature, tissage et confection de sacs de jute, fabrication de sacs en polypropylène et en polyéthylène
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	CIMENCAM (Les Cimenteries du Cameroun)	Exploitation d'une cimenterie à Figuil et d'une usine de broyage de clinker à Douala ; fabrication de ciment
METALLURGIE ET ELECTRO-MECANIQUE	SOCATRAL (Société Camerounaise de Transformation de l'Aluminium)	Exploitation de l'aluminium et de ses alliages en bandes, tôles et disques
	ALUBASSA (Société Aluminium de Bassa)	Manufacture d'articles de ménage, menuiserie métallique (produits pliés en aluminium), commercialisation de ses produits
	ALUCAM (Société Camerounaise de l'Aluminium)	Réalisation et exploitation des établissements industriels dans le domaine de l'aluminium
CHIMIE ET ENERGIE	CAMELCAB (Cameroon Electric Cables)	Exploitation d'une usine de câbles, de fils électriques et d'électrodes à souder. Marketing et distribution de la production
	SOCAVER (Société Camerounaise de Verrerie)	Fabrication et décoration des verres creux
	SONARA (Société Nationale de Raffinage)	Raffinage de pétrole brut

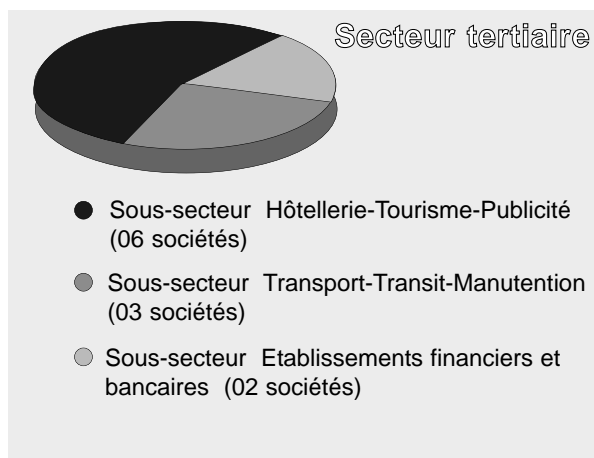




Secteur tertiaire

Au 31 décembre 2005, le Secteur Tertiaire de la SNI compte onze (11) sociétés contre dix (10) l'exercice précédent, suite à l'entrée de la SNI au capital de la société ACEP-CAMEROUN S.A. Parmi les onze (11) sociétés, dix (10) sociétés sont en exploitation normale et une (1) en phase de démarrage.

Ces sociétés sont réparties en trois sous-secteurs : Hôtellerie-Tourisme-Publicité (6) ; Transport-Transit-Manutention (3) ; Etablissements financiers et bancaires (2)



La liste des sociétés présentées en sous-secteur ainsi que le tableau des chiffres consolidés du secteur sont repris ci-après :

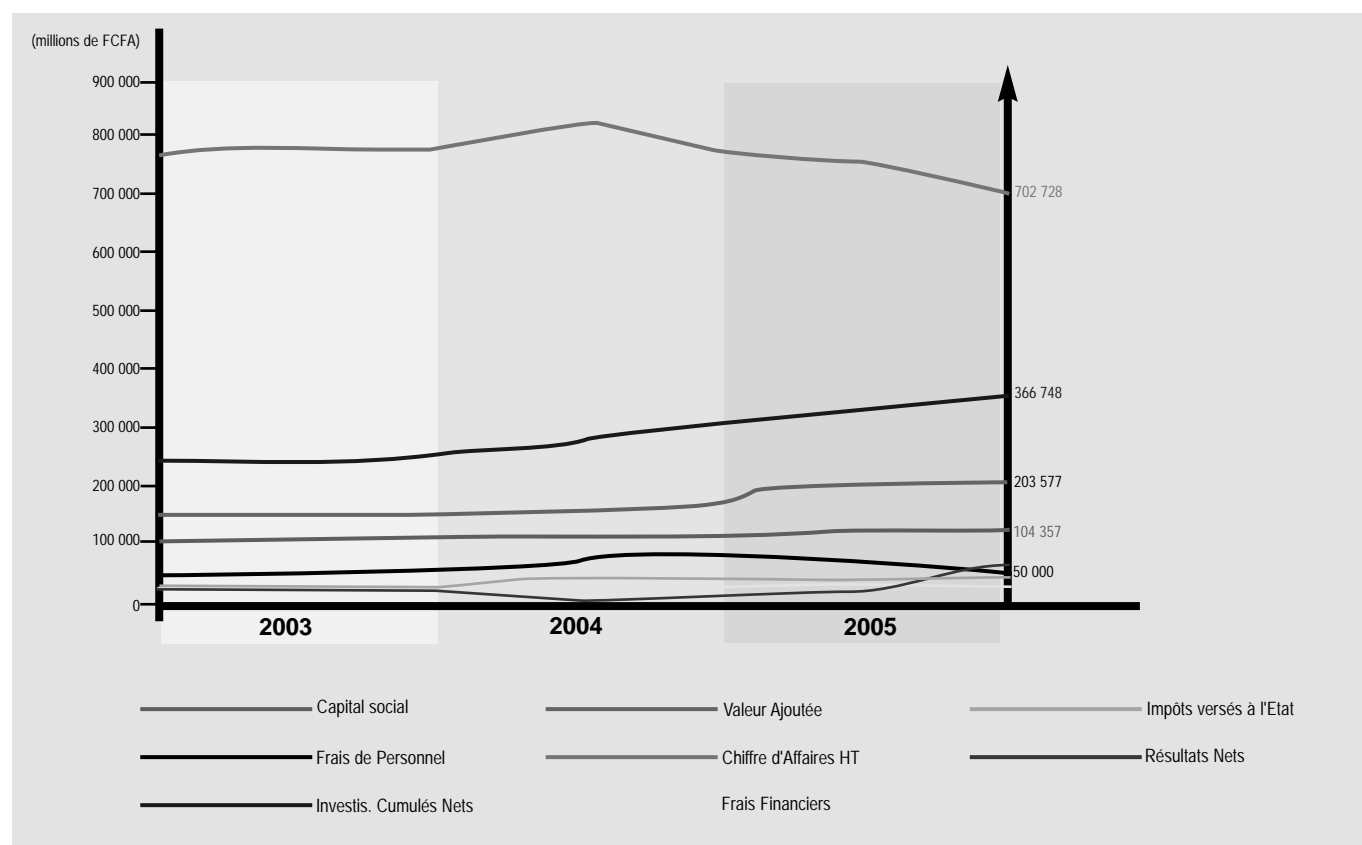
SOUS-SECTEUR	ENTREPRISES	ACTIVITES
HOTELLERIE, TOURISME, PUBLICITE	SHNC (Société Hôtelière Nord Cameroun)	Construire, faire construire, acquérir, prendre ou donner à bail, exploiter ou faire exploiter des hôtels, relais d'hébergement
	SGHC (Société des Grands Hôtels du Cameroun)	Construire, faire construire, acquérir, prendre ou donner à bail, exploiter ou faire exploiter des hôtels, relais d'hébergement
	CHC (Cameroon Hotels Corporation)	Construction et exploitation d'un hôtel de classe internationale, catégorie cinq étoiles de luxe
	SOHLI (Société Hôtelière du Littoral) SHE (Société Hôtelière de l'Est)	Réalisation des études architecturales et techniques de faisabilité financière et marketing en vue de la construction et l'exploitation d'un hôtel de classe économique
	CPE (Cameroun Publi-Expansion)	Société de promotion publicitaire et de tourisme
TRANSPORT - TRANSIT - MANUTENTION	CAMSHIPLINES (Cameroon Shipping Lines)	Transport maritime
	CIC (Camship Investment Corporation)	Administration, gestion et contrôle des sociétés. Toutes opérations de capital-risque et toute prestation pouvant s'y rattacher. Recherche de financement et de partenariat. Transport de pétrole et de vracs solides, dragage et maintenance portuaires
	SCDP (Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers)	Exploitation des dépôts pétroliers
ETABLISSEMENTS FINANCIERS ET BANCAIRES	DSX (Douala Stock Exchange)	Marché financier (bourse des valeurs)
	ACEP CAMEROUN	Financement de très petites entreprises en milieu urbain

Au total et au regard des chiffres consolidés tous secteurs confondus tels qu'ils ressortent du tableau ci-après,

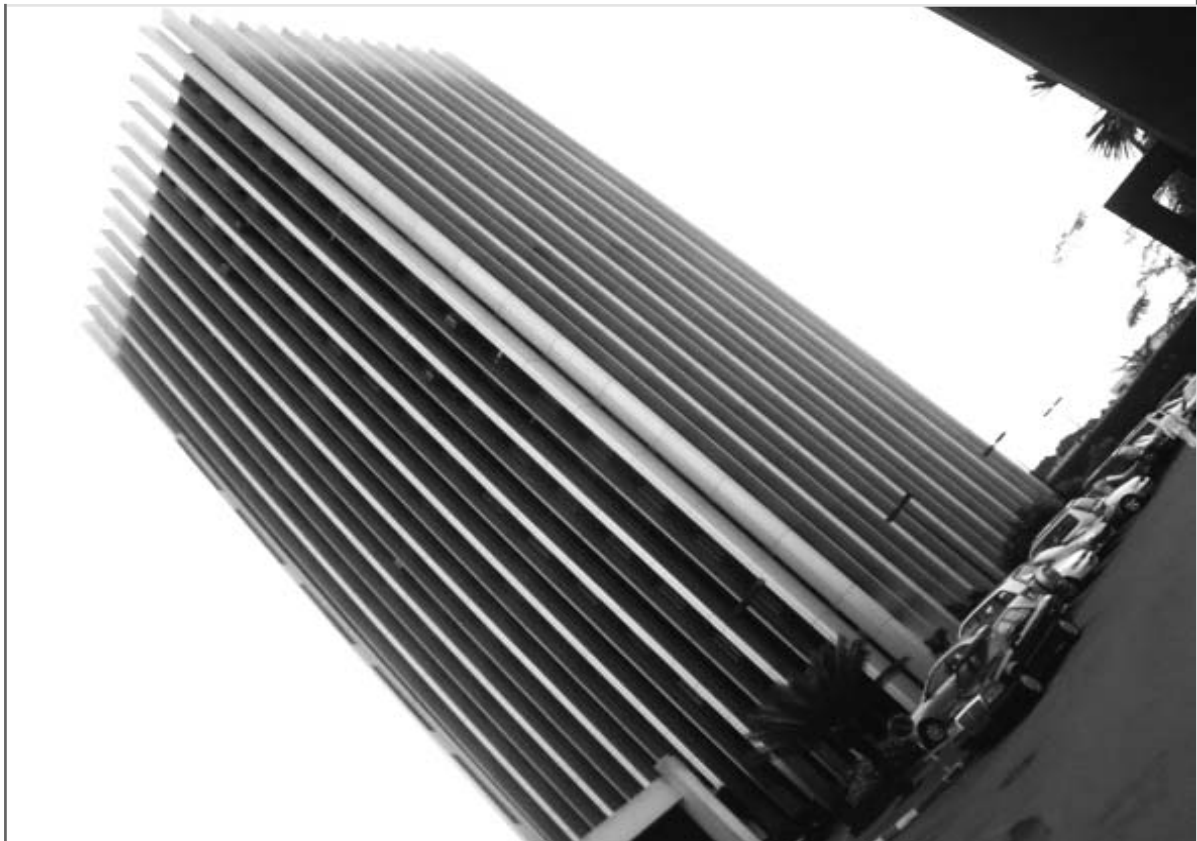
Chiffres globalisés de tous les secteurs (en millions F CFA sauf pour les effectifs)

RUBRIQUES	EXERCICES	2003	2004	2005
1. Capital social		103 190	104 249	104 357
2. Effectifs		10 651	10 036	9 483
3. Frais de personnel		54 936	56 345	50 781
4. Investissements cumulés nets		242 742	251 349	366 748
5. Valeur ajoutée		147 014	147 099	203 577
6. Chiffre d'affaires HT		775 616	833 670	702 728
7. Frais financiers		25 836	21 473	28 361
8. Impôts versés à l'Etat		27 632	34 811	45 124
9. Résultat net		26 559	9 220	56 089

Représentation graphique des Chiffres globalisés de tous les secteurs



Société Nationale d'Investissement du Cameroun



Nous construisons demain